

Convention collective

**IDCC : 9621. – EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE,
D'ÉLEVAGE ET CUMA
(Pas-de-Calais)
(20 janvier 1976)**

(Etendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 7 octobre 1977)

AVENANT N° 70 DU 3 JUILLET 2015

NOR : AGRS1597272M
IDCC : 9621

Entre :

La FDSEA du Pas-de-Calais ;

La FDCUMA du Pas-de-Calais,

D'une part, et

L'UD FO du Pas-de-Calais ;

Le SGA CFDT du Pas-de-Calais ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin de procéder au rééquilibrage du régime de prévoyance et se mettre en conformité avec la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de la convention collective.

Ainsi :

- les taux de cotisation sont majorés ;
- les dispositions relatives à la portabilité sont intégrées.

Article 1^{er}

Hausse des cotisations

Le sous-paragraphe « 2. Taux de cotisations et répartition » du paragraphe « A. – Cotisations » de l'article 24-IV « Dispositions communes » de la convention collective est abrogé et remplacé par le suivant :

« 2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global de cotisations destinées au financement des prestations est de 1,84 %, ainsi réparti :

50 % à la charge des employeurs, soit 0,92 %, et 50 % à la charge des salariés, soit 0,92 %.

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

(En pourcentage.)

GARANTIE	TOTAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,38	0,19	0,19
Incapacité de travail			
Mensualisation	0,41	0,41	–
Relais mensualisation	0,52	–	0,52
Invalidité	0,53	0,32	0,21
Total	1,84	0,92	0,92

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,16 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales. »

Article 2

Portabilité

L'article 24-IV est complété par le paragraphe suivant :

« E. – Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

Un détail des prestations versées au titre de la portabilité sera communiqué lors de l'établissement des comptes de résultats. »

Article 3

Annexe

Pour information, le présent avenant est complété par une annexe relative aux dispositions légales sur la portabilité.

Article 4

Extension

Les parties signataires du présent avenant en demandent l'extension.

Article 5

Date d'effet

Le présent avenant prend effet au premier jour du trimestre suivant la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Toutefois, son article 2 prend effet à la date d'entrée en vigueur des dispositions légales sur la portabilité prévoyance (le 1^{er} juin 2015).

Fait à Arras, le 3 juillet 2015.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Dispositions légales sur la portabilité (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1. Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2. Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3. Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4. Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5. L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6. L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.